

# 13 MILITAIRES BLESSÉS DANS UN ATTENTAT SUICIDE À LAKHDARIA

## Le kamikaze était en moto

*Hier, aux environs de 6h30 du matin, un terroriste, à bord d'une moto de grosse cylindrée et vraisemblablement muni d'une ceinture d'explosifs, a foncé droit sur un camion militaire qui roulait sur la RN 5, au lieudit El-Kherchef, situé à la périphérie est de la ville de Lakhdaria.*

L'explosion a totalement déchiqueté le corps du terroriste et des lambeaux de chair étaient visibles sur plusieurs dizaines de mètres à la ronde, alors que du côté militaire on déplore 13 blessés dont un dans un état grave.

Ces militaires appartiennent à la 32<sup>e</sup> compagnie pédestre stationnée non loin des lieux de l'attentat et qui

avait, rappelons-le, été la cible d'un attentat kamikaze le 11 juillet 2007 qui a fait 10 morts et 18 blessés.

Quelques heures après cette explosion, qui a été entendue à plusieurs kilomètres, la circulation a repris et sur les lieux on a pu constater quelques éléments de la moto, à plusieurs dizaines de mètres du lieu de

l'attentat, des lambeaux de chair du terroriste qui jonchaient le sol où ont été accrochés sur le grillage d'une ferme attenante à la chaussée. Les équipes de la Protection civile dépêchées sur les lieux ont eu juste le temps de débarrasser la voie publique de ces objets incommodants et autres «morceaux de chair», alors que les militaires étaient affairés à transporter leurs camarades blessés vers les hôpitaux de Bordj-Ménafel et Aïn Naâdja. Aucune information concernant l'identité du terroriste

auteur de cet attentat n'était disponible, mais d'après des informations concordantes, il s'agit d'un jeune natif d'une localité voisine, qui circulait depuis quelques jours à bord d'une moto du même type que celle qui a été utilisée lors de cet attentat suicide.

Pour rappel, le dernier attentat suicide qui a eu lieu dans la région remonte au 21 septembre 2007 et avait ciblé un convoi d'étrangers travaillant pour le compte de la société Razel qui avait fait cinq blessés dont deux Français et un Italien.

H. M.

### TIZI-OUZOU

## Des terroristes dressent un faux barrage et s'attaquent à un bar à Aïn-El-Hammam

Un peu plus de vingt-quatre heures après que le Directeur général de la police, alors en visite, eut assuré que la wilaya de Tizi-Ouzou sera, d'ici la fin de l'année prochaine, totalement sécurisée, les groupes terroristes écumant la région, comme pour lui répondre, sont sortis de leur tanière pour se signaler en dressant un faux barrage à quelques centaines de mètres de l'entrée ouest de Aïn-El-Hammam, une cinquantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou.

Selon une source sécuritaire, il était environ 19 heures 30 lorsque huit terroristes, portant des dossards de la police nationale, se sont postés à un faux barrage au moment où d'autres membres du groupe, dont le nombre n'a pu être déterminé, s'étaient embusqués sur les bas-côtés, pour contrôler minutieusement la «qualité» des usagers de cet axe menant au centre de Aïn-El-Hammam. Le groupe disparaîtra dans la nature peu de temps après avoir dressé «son point de contrôle» pour

refaire surface vers 23 heures cette fois en ville, où les huit mêmes terroristes, portant des dossards de la police feront irruption dans un bar.

Flairant la visite d'indélicats personnages, le propriétaire, qui s'affairait à la fermeture de son établissement, réussit à fuir par une issue que les terroristes n'avaient pas repérée. Ces derniers s'évaporèrent dans la nature aussi vite qu'ils firent leur apparition, non sans avoir vidé la caisse de son contenu.

A. M.

## ILS S'APPRÊTAIENT À ALLER COMBATTRE EN IRAK

### Cinq terroristes sous les verrous à Blida

*Cinq personnes habitant à la cité Ben Achour, au piémont de Blida, ont été placées hier sous mandat de dépôt par le juge d'instruction près le tribunal de Blida pour appartenance à un groupe terroriste.*

Suite à des informations parvenues à la brigade mobile de la police judiciaire faisant état d'un mouvement suspect sur les hauteurs de Blida, lus exactement au quartier

populeux de Ben Achour, un ratissage a été effectué.

Cinq individus ont été arrêtés en possession de tenues militaires, des denrées alimentaires ainsi que de

tracts faisant l'apologie du terrorisme.

Selon une source, ces individus s'apprêtaient à aller combattre en Irak.

Il y a lieu de souligner que dans la nuit de leur arrestation, tard le lundi dernier, des coups de feu nourris ont été entendus à des centaines de mètres à la ronde, provoquant

une grande panique chez les riverains, notamment chez une famille qui fêtait un mariage pas très loin du lieu de l'accrochage.

Notons que quatre autres personnes faisant partie du groupe ont pu fuir et des opérations de recherche ont été lancées pour les neutraliser.

H. M.

### POINT DE PRESSE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA COUR D'ORAN

## Vols et violences en nette régression

*Il s'agissait d'une rencontre après chaque session avec la presse qui se veut une tradition instaurée par M. Saâdallah, procureur général de la cour d'Oran. Une occasion pour le procureur général de présenter le bilan chiffré des différentes affaires enrôlées ou en cours durant les deux premiers semestres de l'année en cours.*

*Les délits de vol et de violence, sont selon les chiffres fournis, les plus importants, avec respectivement 27 affaires pour le premier et 26 cas pour le second.*

**Amel. B - Oran (Le Soir)** - S'agissant des affaires criminelles jugées durant le premier semestre de l'année en cours, l'on saura que sur les 83 enrôlées, 11 ont été reportées.

Pour les recours du procureur général, ils sont au nombre de 16. Au total, 208 accusés ont répondu de différents chefs d'inculpation. Trois furent condamnées à mort, cinq à la réclusion à perpétuité, 64 personnes à 10 et 20 ans de prison ferme et 43 entre 5 et 9 ans, tandis que 29 autres à moins de 5 ans.

Le procureur général de la cour d'Oran a tenu à préciser la régression du nombre d'affaires liées au terrorisme avec, dit-il, seulement cinq cas, ceci grâce à l'application de la loi sur «la réconciliation nationale».

Face aux chiffres alarmants concernant les vols et les violences, le procureur général de la cour d'Oran a réitéré son appel à la population à s'impliquer en dénonçant, de manière anonyme, tout suspect ou activité illégale tel le trafic de drogue dans les alentours des écoles et les lycées afin

d'aider la justice à mettre un terme au plus vite à ces agissements.

Concernant les applications des jugements par les huissiers de justice, qui sont au nombre de 30 seulement au niveau de la wilaya d'Oran et de ses alentours, un nombre insuffisant en comparaison au nombre de jugements, à appliquer, l'on saura que jusqu'au 30 juin dernier, 787 jugements ont été appliqués. «Ce qui renseigne, dira l'intervenant, sur le professionnalisme et la rigueur des huissiers agissants».

Parmi les nouvelles décisions mises en application par la cour d'Oran, l'ouverture d'un guichet d'information et d'orientation du citoyen afin d'améliorer la communication et une meilleur prise en charge des doléances de ce dernier.

M. Saâdallah indiquera à la presse qu'en date du 27 juillet 2008, la cour d'Oran établira une

connexion avec la Cour suprême — une première à l'échelle nationale — qui permettra aux juges de s'informer sur les suites données à leurs affaires et de régler les différentes formalités et autres étapes liées à cela par Internet, ce qui leur évitera les pertes de temps connues par le passé.

Concernant les différents projets que devra réceptionner la cour d'Oran, il est question des deux tribunaux d'El Othmania (ex-Maraval) et de l'USTO d'ici fin juillet 2008. Le tribunal de Gambetta sera, quant à lui, transformé en une structure qui abritera les archives de la cour et des six tribunaux d'Oran.

Le grand projet de réalisation d'un nouveau et prestigieux siège pour la cour d'Oran a finalement été inscrit pour l'exercice de 2008. Ce siège sera situé aux alentours de l'USTO. D'autres projets sont inscrits et devront être réalisés

avec notamment la construction de trois tribunaux à Bir-El-Djir, Es-Senia et Gdyl.

Deux centres de détention d'une capacité de 1 000 lits chacun à Bir-El-Djir et de Sid El-Bachir sont également en cours de réalisation, dira l'intervenant. Par ailleurs, le procureur général précisera que des lauréats du bac et du BEM en détention pourront poursuivre leurs études et auront droit pour ceux dont les parents habitent à Oran au parloir rapproché et ceux dont les parents habitent loin à dix minutes de communication téléphonique quotidienne.

Aussi, les cas éligibles à une permission seront étudiés. Il s'agit là de mesures exceptionnelles. Le procureur général promet à la presse la nomination dès l'année prochaine d'un interlocuteur au niveau de la cour d'Oran afin de leur faciliter le travail.

A. B.

### APRÈS LES INCIDENTS DE MARDI

## Berriane renoue avec le calme

Le calme est revenu hier à Berriane, commune située à 40 km au nord du chef-lieu de la wilaya de Ghardaïa. Selon le président d'APC de Berriane, contacté hier par téléphone, l'intervention rapide des forces de l'ordre a permis de contenir rapidement les émeutes consécutives à l'agression par des jets de pierres et de cocktails Molotov d'ouvriers qui venaient de quitter leur lieu de travail. Selon M. Hadjadj, même si les traces des violences de la veille sont toujours visibles, aucun affrontement n'a été signalé depuis mardi après-midi. «Les forces de l'ordre, gendarmerie et police, se sont aussitôt déployées ; ce qui a permis de vite canaliser les émeutiers. Je tiens quand même à dire que ce qui s'est passé mardi a engendré un climat de méfiance», a indiqué le P/ APC qui a ajouté qu'aucune rencontre entre les deux communautés qui cohabitent au sein de Ghardaïa n'était prévue hier. Contrairement aux autres épisodes qui avaient secoué la commune, le wali de Ghardaïa s'est, cette fois-ci, empressé de se rendre sur le lieu de l'incident. Il a même rendu public un communiqué dans lequel il indique que «le retour au calme, dû essentiellement aux efforts consentis par les autorités locales et les enfants de la région qui dénoncent la violence sous toutes ses formes et encouragent la tolérance entre les habitants, des actes de violence ont été commis et ont causé une dizaine de blessés avant que les forces de l'ordre n'interviennent pour rétablir le calme». Le wali a appelé «les jeunes de Berriane à la sagesse et à éviter de répondre aux provocations dans le seul but de préserver la sérénité, la stabilité, la sécurité des biens et des personnes et de faire échec aux ennemis de l'Algérie». Ce n'est pas la première fois que Berriane connaît ce genre d'événements. Du 19 au 21 mars, puis du 2 au 4 avril, des affrontements ont causé la mort de 3 personnes, sans compter les dizaines de blessés. Les émeutiers avaient saccagé et incendié des habitations, des véhicules et des édifices.

Le RCD, formation dont est issu le maire de Berriane, avait publié un document intitulé «La vérité sur les émeutes de Berriane» dans lequel il affirme que «présentés comme les conséquences de tension intercommunautaire, les troubles de Berriane s'avèrent être le résultat de manipulations dont les origines sont d'abord de nature politique et économique». Une version contestée par le ministre de l'Intérieur qui privilégie la thèse du complot et de la main de l'étranger. Zerhouni avait, en effet, indiqué que des tracts appelant à la haine entre les deux communautés avaient été saisis suite aux événements de Berriane qui, aux dires de tous les observateurs, sont complexes et ne peuvent se résumer à de simples tensions entre deux communautés, qui ont, jusque-là, cohabité pacifiquement.

N. I.